valeur qui, exprimée en monnaie courante, équivaut à une somme variant de 1 500 à 5 000 francs : ce qui est inférieur à celle déterminée par les calculs de nos voisins les Américains qui l'ont élevée au chiffre de 3 500 dollars.

En appliquant ces données, sur la valeur matérielle de la vie humaine aux statistiques des différents pays dont nous avons indiqué la diminution de la mortalité, on se convaincra facilement de la justesse et de la vérité de cette proposition énoncée par le Dr Rochard, que : " si l'hygiène impose des sacrifices pécuniaires pour la réalisation de ses conceptions, elle paie par elle-même les frais de la communauté par les économies qu'elle réalise sur la vie humaine, sur le chômage, les frais de la maladie et de la mort."

La ville de Londres a consacré plusieurs millions de dollars pour les frais de son assainissement ; mais, comme nous l'avons vu, elle épargne, aujourd'hui, 5 pour 1 000 de ses habitants, de plus qu'en 1850, soit 20 000 vies par année. En prenant pour base d'appréciation de la valeur matérielle de chacune de ces vies, le chiffre moyen déterminé par différents économistes, soit environ 2 500 francs, on établit une épargne de 50 millions de francs, chaque année, comme compensation des sacrifices pécuniaires que cette grande métropole s'est imposée pour la santé publique.

A la dernière conférence sanitaire de Rome, des hygiénistes anglais disaient : " Nous avons dépensé, depuis un demi siècle, quatre milliards pour assainir notre pays, " soit la somme énorme de près de 100 millions par année. Mais, comme nous l'avons vu, par l'abaissement du taux de la mortalité qui a fait suite à ces mesures d'assainissement, le Royaume-Uni de l'Angleterre, de l'Ecosse et du Pays de Galles épargne, annuellement, 150 000 vies de plus qu'en 1850 : soit une économie 375 millions de francs en valeur matérielle, chaque année.

Il n'est pas besoin de choisir d'autres exemples pour démontrer la vérité de ces axiomes : que la *santé* est la *richesse* des *nations* comme celle des *individus* ; que la *santé publique*, c'est le *bien public* ; et que toute *dépense faite* au nom de *l'hygiène* est une *économie*.

Encore, doit-on remarquer que ces statistiques de la mortalité n'éclairent qu'un des côtés de la question de l'hygiène envisagée